

RAPPORT SEMESTRIEL

COMPTES CONSOLIDÉS



SOMMAIRE

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	3
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2018.....	4
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	5
COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2018	9
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	32



PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

COMPTES CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2017 publié	1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽²⁾	1 ^{er} semestre 2018
Chiffre d'affaires	5 104	5 608	6 257	6 412	⁽²⁾ 6 280	6 467
Charges opérationnelles	(4 702)	(5 122)	(5 619)	(5 740)	⁽²⁾ (5 608)	(5 760)
Marge opérationnelle *	402	486	638	672	672	707
% du chiffre d'affaires	7,9%	8,7%	10,2%	10,5%	⁽²⁾ 10,7%	10,9%
Résultat d'exploitation	354	447	510	538	538	521
% du chiffre d'affaires	6,9%	8,0%	8,1%	8,4%	⁽²⁾ 8,6%	8,0%
Résultat net (part du Groupe)	240	290	366	375	375	314
% du chiffre d'affaires	4,7%	5,2%	5,8%	5,9%	⁽²⁾ 6,0%	4,8%
Résultat par action						
Nombre moyen d'actions de la période	158 477 956	165 150 124	170 241 240	168 548 476	168 548 476	167 323 709
Résultat de base par action (en euros)	1,51	1,76	2,15	2,23	2,23	1,88
Résultat normalisé par action * (en euros)	1,73	1,92	⁽¹⁾ 2,52	2,81	2,81	⁽³⁾ 2,64
ECARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	3 642	3 925	6 959	6 939	6 939	7 323
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 30 JUIN	4 433	6 017	6 350	6 845	6 845	6 992
(ENDETTEMENT NET) / TRÉSORERIE NETTE * AU 30 JUIN	205	1 464	(2 278)	(1 929)	(1 929)	(2 192)
FREE CASH FLOW ORGANIQUE * AU 30 JUIN	(148)	(86)	31	64	64	11
Nombre moyen de collaborateurs	134 633	146 250	182 685	195 059	195 059	201 318
Nombre de collaborateurs au 30 juin	138 809	147 572	184 899	196 376	196 376	205 574

(1) Hors 32 millions d'euros de produit net d'impôt relatif à des goodwill résultant de réorganisations juridiques.

(2) Les données du premier semestre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018.

(3) Ceci inclut la charge d'impôt liée à l'impact transitoire de la réforme fiscale américaine, soit 18 millions d'euros.

* La marge opérationnelle, le résultat normalisé par action, l'endettement net/ trésorerie nette et le free cash-flow organique, indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe sont définis en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018.



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2018

Période du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018

Aux actionnaires,

Capgemini SE
11 rue de Tilsitt
75017 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Capgemini S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 B « Base de préparation des comptes – Nouvelles normes et interprétations applicables en 2018 » de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui expose l'adoption au 1er janvier 2018 des normes IFRS15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 2 août 2018

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Françoise Garnier
Associée

Richard Béjot
Associé

Frédéric Quélin
Associé

Stéphanie Ortega
Associée



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

ÉVÈNEMENTS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2018

Au premier semestre 2018, dans un contexte macro-économique globalement favorable, la demande pour intégrer et déployer les technologies innovantes nécessaires à la transformation digitale des grandes entreprises a été particulièrement soutenue. Avec un positionnement de marché combinant innovation et compétitivité, Capgemini a enregistré une accélération de sa croissance et une nouvelle progression de sa marge opérationnelle.

Le Groupe a réalisé sur la période un **chiffre d'affaires** de 6 467 millions d'euros, en progression de 3,0% par rapport à celui publié pour le premier semestre 2017. Hors impact de l'évolution des taux de change (5,0 points), généré par l'appréciation de l'euro par rapport aux principales devises du Groupe et notamment le dollar américain, la croissance s'établit à 8,0%. L'impact net des acquisitions et des cessions d'activité a été de 1,6 point. Ainsi la croissance organique s'établit à 6,4% sur la période.

Les tendances géographiques et sectorielles observées sur la fin de l'année 2017 se sont confirmées sur la première moitié de 2018, notamment le dynamisme de la demande en Amérique du Nord et en Europe continentale, plus particulièrement dans le secteur des biens de consommation et celui de l'industrie.

Le développement rapide des activités liées au Digital et au Cloud continue de constituer un puissant moteur de croissance pour le Groupe. Leur chiffre d'affaires progresse en effet de plus de 20% à taux de change constants pour représenter environ 45% de l'activité. Capgemini a de plus procédé à de nouvelles acquisitions ciblées dans ce domaine, afin d'en accélérer son développement et de renforcer sa différenciation : LiquidHub, un expert américain de l'engagement client digital dont la spécialité est la création d'expériences clients innovantes et Adaptative Lab au Royaume-Uni pour étendre son réseau de studios de design digital.

Les **prises de commandes** enregistrées sur le semestre s'élèvent à 6 640 millions d'euros, en hausse de 11% à taux de change constants par rapport à la même période de 2017.

La **marge opérationnelle** atteint 707 millions d'euros, en progression de 5% par rapport à 2017. Elle représente 10,9% du chiffre d'affaires, en augmentation de 20 points de base sur un an principalement du fait de l'amélioration de la profitabilité en Europe continentale.

Les **autres produits et charges opérationnels** s'établissent à 186 millions d'euros, contre 134 millions d'euros sur la même période de 2017, reflétant la saisonnalité de certaines charges (coûts de restructuration et d'acquisition) et la comptabilisation d'autres coûts non récurrents sur la première partie de cette année.

Le **résultat d'exploitation** s'établit ainsi à 521 millions d'euros et 8,0% du chiffre d'affaires. La baisse de 3% sur un an reflète notamment l'impact de 5 points sur le chiffre d'affaires lié à l'évolution des devises.

Le **résultat financier** représente une charge de 39 millions d'euros, en augmentation de 11 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017 du fait de l'impact des opérations de couvertures de change.

La **charge d'impôt** s'élève à 169 millions d'euros et prend en compte une charge d'impôt de 18 millions d'euros liée à l'impact transitoire de la réforme fiscale aux Etats-Unis¹. Avant la prise en compte de cette charge le taux effectif d'impôt s'établit, comme annoncé, en hausse, à 31,4% contre 27,4% en 2017.

Le **résultat net part du Groupe** atteint ainsi 314 millions d'euros pour le premier semestre à comparer aux 375 millions d'euros enregistrés l'année précédente. Le bénéfice par action (non dilué) est de 1,88 euros. Le résultat normalisé est défini comme le résultat net part du Groupe retraité des « autres produits et charges opérationnels », net d'impôt calculé sur la base du taux effectif d'impôt. Le résultat normalisé par action est de 2,64 euros et 2,75 euros avant reconnaissance de la charge transitoire d'impôt.

La génération de **free cash-flow organique** sur la première moitié de l'année 2018 est de 11 millions d'euros, en baisse par rapport aux 64 millions d'euros générés sur la même période de l'année précédente. Cette variation est notamment imputable aux impacts du dénouement anticipé de couvertures de change ayant contribué pour 24 millions d'euros en 2017 et aux décaissements pour impôts plus importants en 2018 pour 23 millions d'euros.

Le retour aux actionnaires s'élève à 484 millions d'euros sur la période via le versement de 284 millions d'euros de dividendes (1,70 euros par action) et le rachat d'actions Capgemini SE sur le marché pour un montant de 200 millions d'euros. Par ailleurs, les acquisitions ciblées effectuées sur la période ont entraîné un décaissement net de 409 millions d'euros.

L'**endettement net** du Groupe s'inscrit ainsi en hausse par rapport au 31 décembre 2017, à 2 192 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 1 209 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 1 929 millions d'euros au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2018, l'effectif total du Groupe s'établit à 205 600 personnes ce qui représente une augmentation de 4,7% sur un an. L'attrition observée ce semestre est de 19,5%, en hausse de 1,5 point par rapport au premier semestre 2017. Les effectifs *offshores* représentent près de 117 000 collaborateurs équivalant à 57% de l'effectif total, stable par rapport à fin juin 2017 (57%).

¹ Impact, limité dans le temps, des mesures incluses dans la réforme fiscale aux Etats-Unis qui étaient encore en cours d'évaluation en février 2018, lors de l'annonce des résultats de l'année 2017.



EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires % du CA au 1 ^{er} semestre 2018	Variation par rapport au S1 2017 (retraité IFRS15)		Taux de marge opérationnelle	
		en données publiées	à taux de change constants	1 ^{er} semestre 2017 (retraité IFRS15)	1 ^{er} semestre 2018
Amérique du Nord	31%	+5,2%	+17,2%	13,4%	13,2%
Royaume-Uni et Irlande	12%	-7,6%	-5,5%	16,0%	12,2%
France	22%	+6,1%	+6,1%	7,2%	8,4%
Reste de l'Europe	28%	+6,5%	+7,9%	11,3%	12,0%
Asie Pacifique et Amérique latine	7%	-7,7%	+3,4%	6,2%	11,7%
TOTAL	100%	+3,0%	+8,0%	10,7%	10,9%

La région **Amérique du Nord** (31% du chiffre d'affaires du Groupe) a été la plus dynamique du Groupe au premier semestre 2018 avec une progression du chiffre d'affaires de 17,2% à taux de change constants. Cette croissance a été principalement soutenue par le secteur de la Distribution, suivi des Services financiers et du Secteur public. La région Amérique du Nord a également été la première bénéficiaire des récentes acquisitions effectuées dans le Digital. Le taux de marge opérationnelle s'établit à 13,2%, en légère baisse par rapport à la même période de 2017 (13,4%), mais avec des indicateurs opérationnels qui évoluent désormais favorablement.

La région **Royaume-Uni & Irlande** (12% du chiffre d'affaires du Groupe) enregistre un recul de son chiffre d'affaires de 5,5% à taux de change constants avec une baisse dans le secteur public conforme aux anticipations du Groupe. Le secteur privé, qui représente deux tiers de l'activité de la région, est quant à lui stable. Comme attendu, le taux de marge opérationnelle s'affiche en baisse, à 12,2% contre 16,0% un an plus tôt.

La croissance du chiffre d'affaires en **France** (22% du chiffre d'affaires du Groupe) est portée par les Services applicatifs et s'établit à 6,1%. L'activité a été particulièrement soutenue dans les Services financiers, les Biens de consommation et l'Energie. La marge opérationnelle progresse de 120 points de base sur un an à 8,4% du chiffre d'affaires.

La région « **Reste de l'Europe** » (28% du chiffre d'affaires du Groupe) enregistre une croissance de 7,9% à taux de change constants, avec un rythme dépassant les 10% en Allemagne et en Scandinavie. Sur le plan sectoriel, l'activité a été tirée en premier lieu par les Services financiers, suivi des secteurs de la Distribution, de l'Industrie et de l'Energie. Le taux de marge opérationnelle est en hausse de 70 points de base pour atteindre 12,0% sur le semestre.

La région **Asie-Pacifique et Amérique Latine** (7% du chiffre d'affaires du Groupe) réalise un chiffre d'affaires en progression de 3,4% à taux de change constants. En Asie-Pacifique, qui représente environ les trois quarts de l'activité de la région, la croissance est tirée par les secteurs des Biens de consommation, des Services financiers et du Secteur Public. La région Amérique Latine a été globalement stable sur la période avec un environnement économique qui reste peu porteur au Brésil mais une activité soutenue au Mexique. Avec le retour à la rentabilité des activités en Amérique Latine, le taux de marge opérationnelle de l'ensemble de la région progresse rapidement et atteint 11,7% contre 6,2% au premier semestre 2017.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE PAR METIER

	Chiffre d'affaires % du CA au 1 ^{er} semestre 2018	Variation par rapport au S1 2017 (retraité IFRS15)		Taux de marge opérationnelle	
		en données publiées	à taux de change constants	1 ^{er} semestre 2017 (retraité IFRS15)	1 ^{er} semestre 2018
Conseil	6%	+28,3%	+31,5%	10,6%	12,1%
Services de technologie et d'ingénierie	15%	+2,0%	+5,1%	12,4%	11,8%
Services applicatifs	63%	+5,0%	+10,5%	12,0%	12,7%
Autres services d'infogérance	16%	-10,0%	-4,4%	8,1%	6,9%
TOTAL	100%	+3,0%	+8,0%	10,7%	10,9%

Le **Conseil** (6% du chiffre d'affaires du Groupe), renforcé par les récentes acquisitions, voit son chiffre d'affaires augmenter de 31,5% à taux de change constants avec une forte croissance en Amérique du Nord et dans la région Reste de l'Europe. L'activité liée aux besoins de transformation digitale a été particulièrement soutenue dans les secteurs des Biens de consommation, des Services financiers et celui de l'Industrie. La marge opérationnelle de cette activité s'établit à 12,1% du chiffre d'affaires, en progression de 150 points de base sur un an.



Les **Services de technologie et d'ingénierie** (15% du chiffre d'affaires du Groupe) enregistrent une hausse de 5,1% de leur activité. Toutes les régions du Groupe contribuent à ce résultat, l'Amérique du Nord étant le plus gros contributeur à cette croissance. La marge opérationnelle atteint au premier semestre 11,8% contre 12,4% un an plus tôt.

Les **Services applicatifs** (63% du chiffre d'affaires du Groupe), portés par la demande liée aux nouveaux besoins dans le Digital et le Cloud, affichent une augmentation du chiffre d'affaires de 10,5% à taux de change constants. L'Amérique du Nord, la France et la région Reste de l'Europe ont été les plus dynamiques au premier semestre. La marge opérationnelle est en hausse de 70 points de base à 12,7%.

Les **Autres services d'infogérance** (16% du chiffre d'affaires du Groupe) enregistrent une baisse de 4,4% du chiffre d'affaires. Cette évolution est notamment alimentée par la contraction dans le Secteur public au Royaume-Uni qui est en partie compensée par la forte croissance des services d'intégration et d'orchestration pour le Cloud. La marge opérationnelle ressort à 6,9%, contre 8,1% au premier semestre 2017.

ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2018

Le compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2018 s'élève à 6 467 millions d'euros contre 6 280 millions d'euros au premier semestre 2017 (après l'application rétrospective de la norme IFRS 15 - cf. note 1 - Base de préparation des comptes), soit une hausse de 3,0% à taux de change et périmètre courants et 8,0% à taux de change constants.

La marge opérationnelle du premier semestre 2018 atteint 707 millions d'euros contre 672 millions d'euros au premier semestre 2017, soit un taux de marge de 10,9% contre 10,7% (après l'application rétrospective de la norme IFRS 15- cf. note 1 - Base de préparation des comptes).

Le résultat d'exploitation s'établit à 521 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 538 millions d'euros au premier semestre 2017, après prise en compte des **autres produits et charges opérationnels** en hausse de 52 millions sur la période (186 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 134 millions d'euros au premier semestre 2017).

Le résultat financier représente une charge nette de 39 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 28 millions d'euros au premier semestre 2017. Cette évolution résulte principalement des couvertures de change sur des transactions financières intra-groupe.

La charge d'impôt s'élève à 169 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 140 millions d'euros au premier semestre 2017. Le taux effectif d'impôt s'élève à 35,2% au premier semestre 2018 contre 27,4% au premier semestre 2017.

L'évolution du taux effectif d'impôt au 30 juin 2018 s'explique d'une part par l'absence d'activation d'impôt différé actif aux Etats-Unis suite à la reconnaissance intégrale des déficits reportables américains au 31 décembre 2017 et d'autre part par une charge de 18 millions d'euros relative à l'impact transitoire de la réforme fiscale américaine. Avant la prise en compte de cette charge, le taux effectif d'impôt serait de 31,4%.

Le résultat net part du Groupe ressort à 314 millions d'euros au premier semestre 2018 contre 375 millions d'euros au premier semestre 2017. Le résultat normalisé par action s'élève ainsi à 2,64 euro pour la moyenne des 167 323 709 actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre 2018, contre 2,81 euro pour la moyenne des 168 548 476 actions ordinaires en circulation au cours du premier semestre 2017.

L'état consolidé de la situation financière

La situation nette part du Groupe de l'ensemble consolidé au 30 juin 2018 atteint 6 992 millions d'euros, en hausse de 36 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017. Cette hausse résulte principalement :

- ▶ de la prise en compte du résultat de la période de 314 millions d'euros,
- ▶ de l'impact positif des autres éléments du résultat global pour 166 millions d'euros,
- ▶ du versement de dividendes aux actionnaires pour 284 millions d'euros,
- ▶ de l'élimination des actions propres pour 200 millions d'euros,
- ▶ de l'impact des instruments de motivation et actionnariat salarié pour 40 millions d'euros.

Les actifs non courants s'établissent à 10 265 millions d'euros au 30 juin 2018, en hausse de 411 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017, en raison essentiellement d'une augmentation de 493 millions d'euros des écarts d'acquisition. Cette hausse provient des acquisitions réalisées durant le premier semestre 2018, soit 367 millions d'euros et des différences de conversion relatives aux écarts d'acquisition libellés principalement en dollar américain, soit 126 millions d'euros.

Les passifs non courants s'élèvent à 4 723 millions d'euros au 30 juin 2018, en hausse de 236 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017 (4 487 millions d'euros). Cette variation s'explique notamment par l'émission obligataire de 500 millions



d'euros arrivant à échéance le 18 avril 2028 effectuée dans le cadre du refinancement de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros arrivant à échéance le 2 juillet 2018 et partiellement compensée par la baisse des provisions pour retraite et engagements assimilés pour 222 millions d'euros.

Les créances clients et les comptes rattachés aux contrats atteignent 3 241 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 3 170 millions d'euros au 31 décembre 2017. Les créances clients et les actifs sur contrats hors coûts des contrats, nets des passifs sur contrats s'établissent à 2 503 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 2 276 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les dettes opérationnelles sont principalement composées des dettes fournisseurs et comptes rattachés, des dettes de personnel ainsi que des impôts et taxes et s'élèvent à 2 603 millions d'euros au 30 juin 2018 contre 2 837 millions d'euros au 31 décembre 2017.

L'endettement net consolidé au 30 juin 2018 est de 2 192 millions d'euros contre 1 929 millions d'euros au 30 juin 2017 et 1 209 millions d'euros au 31 décembre 2017. La hausse de l'endettement net de 983 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017 s'explique principalement par :

- ▶ le versement aux actionnaires d'un dividende de 284 millions d'euros,
- ▶ les décaissements liés aux acquisitions d'entreprises nets de leur trésorerie, à hauteur de 409 millions d'euros,
- ▶ les décaissements nets liés aux opérations sur actions propres Capgemini SE à hauteur de 200 millions d'euros.

PARTIES LIÉES

Aucune transaction significative avec des parties liées n'a eu lieu au cours du premier semestre 2018.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2018

La nature et le niveau des risques auxquels est soumis le Groupe n'ont pas changé par rapport aux facteurs de risques présentés pages 107 à 116 du document de référence 2017.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2018

Pour l'année 2018, le Groupe

- ▶ relève son objectif de **croissance** et vise désormais une progression **du chiffre d'affaires à taux de change constants légèrement supérieure à 7,0%** (contre une croissance « comprise entre 6% et 7% » auparavant), et
- ▶ confirme ses objectifs d'amélioration de la profitabilité avec une **marge opérationnelle comprise entre 12,0% et 12,2%** et d'atteinte d'un **free cash-flow organique supérieur à 1 milliard d'euros**.

Par ailleurs, avec le léger renforcement du dollar américain par rapport à l'euro au cours du deuxième trimestre, l'impact de l'évolution des taux de change sur la croissance du chiffre d'affaires de l'année est désormais attendu négatif de l'ordre de 3 points (contre un impact négatif de l'ordre de 3,5 points anticipé précédemment).



COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2018

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Notes	2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2018	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	5 - 6	12 525	100	6 280	100	6 467	100
Coûts des services rendus		(9 141)	(73,0)	(4 587)	(73,1)	(4 747)	(73,4)
Frais commerciaux		(1 019)	(8,1)	(542)	(8,6)	(523)	(8,1)
Frais généraux et administratifs		(872)	(7,0)	(479)	(7,6)	(490)	(7,6)
Charges opérationnelles	7	(11 032)	(88,1)	(5 608)	(89,3)	(5 760)	(89,1)
Marge opérationnelle *		1 493	11,9	672	10,7	707	10,9
Autres produits et charges opérationnels	8	(310)	(2,5)	(134)	(2,1)	(186)	(2,9)
Résultat d'exploitation		1 183	9,4	538	8,6	521	8,0
Coût de l'endettement financier net	9	(18)	(0,1)	(4)	(0,1)	(6)	(0,1)
Autres charges et produits financiers	9	(54)	(0,4)	(24)	(0,4)	(33)	(0,5)
Résultat financier		(72)	(0,5)	(28)	(0,5)	(39)	(0,6)
Produit /(Charge) d'impôt	10	(303)	(2,4)	(140)	(2,2)	(169)	(2,6)
RESULTAT NET		808	6,5	370	5,9	313	4,8
<i>dont :</i>							
Part du Groupe		820	6,6	375	6,0	314	4,8
Intérêts minoritaires		(12)	(0,1)	(5)	(0,1)	(1)	-
RÉSULTAT PAR ACTION							
Nombre moyen d'actions de la période		168 057 561		168 548 476		167 323 709	
Résultat de base par action (en euros)		4,88		2,23		1,88	
Nombre moyen d'actions dilué		172 082 122		172 942 376		171 986 730	
Résultat dilué par action (en euros)		4,76		2,17		1,83	

(1) Les données du premier semestre 2017 et de l'année 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>en millions d'euros</i>	2017 retraité ⁽³⁾	1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽³⁾	1 ^{er} semestre 2018
Écarts actuariels sur les régimes de retraites à prestations définies, nets d'impôts ⁽¹⁾	110	(11)	169
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nette d'impôts ⁽²⁾	(61)	(24)	(81)
Écarts de conversion ⁽²⁾	(780)	(467)	78
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(731)	(502)	166
Résultat net (rappel)	808	370	313
Résultat global de la période	77	(132)	479
<i>dont :</i>			
Part du Groupe	88	(127)	480
Intérêts minoritaires	(11)	(5)	(1)

(1) Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat.

(2) Autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés en résultat.

(3) Les données du premier semestre 2017 et de l'année 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} janvier 2017 retraité ⁽¹⁾	30 juin 2017 retraité ⁽¹⁾	31 décembre 2017 retraité ⁽¹⁾	30 juin 2018
Ecart d'acquisition	11	7 176	6 939	6 830	7 323
Immobilisations incorporelles		813	720	681	659
Immobilisations corporelles		754	757	749	747
Impôts différés		1 473	1 407	1 283	1 240
Autres actifs non courants	15	374	377	311	296
Total actif non courant		10 590	10 200	9 854	10 265
Coûts des contrats	12	93	93	99	94
Actifs sur contrats	12	961	1 352	1 029	1 335
Créances clients	12	1 969	1 647	2 042	1 812
Créances d'impôts courants		132	116	107	162
Autres actifs courants	15	627	659	657	563
Actifs de gestion de trésorerie	13	157	207	168	221
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	1 879	1 319	1 988	1 751
Total actif courant		5 818	5 393	6 090	5 938
TOTAL ACTIF		16 408	15 593	15 944	16 203

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} janvier 2017 retraité ⁽¹⁾	30 juin 2017 retraité ⁽¹⁾	31 décembre 2017 retraité ⁽¹⁾	30 juin 2018
Capital social		1 373	1 353	1 348	1 351
Primes d'émission et d'apport		3 453	3 277	3 169	3 166
Réserves et report à nouveau		1 525	1 840	1 619	2 161
Résultat net		921	375	820	314
Capitaux propres (part du Groupe)		7 272	6 845	6 956	6 992
Intérêts minoritaires		13	10	4	3
Capitaux propres		7 285	6 855	6 960	6 995
Dettes financières à long terme	13	3 287	3 284	2 783	3 267
Impôts différés		227	212	172	172
Provisions pour retraites et engagements assimilés	14	1 374	1 364	1 196	974
Provisions non courantes		26	28	25	27
Autres dettes non courantes	15	292	287	311	283
Total passif non courant		5 206	5 175	4 487	4 723
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	13	125	192	589	871
Dettes opérationnelles		2 818	2 480	2 837	2 603
Passifs sur contrats	12	686	658	795	644
Provisions courantes		104	81	88	105
Dettes d'impôts courants		109	94	107	134
Autres dettes courantes	15	75	58	81	128
Total passif courant		3 917	3 563	4 497	4 485
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		16 408	15 593	15 944	16 203

(1) Les données du premier semestre 2017, de l'année 2017 et au 1^{er} janvier 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2017 retraité ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2018
Résultat net, part du Groupe		820	375	314
Intérêts minoritaires		(12)	(5)	(1)
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations		301	153	141
Variations des provisions		(9)	(3)	18
Moins-values de cession d'actifs		15	8	10
Charge liée aux attributions d'actions		64	29	40
Coût de l'endettement financier (net)	9	18	4	6
Charge / (Produit) d'impôt	10	303	140	169
(Gains) / Pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		32	34	(7)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		1 532	735	690
Impôt versé (B)		(139)	(73)	(96)
Variation liée aux créances clients et actifs net des passifs sur contrats et coûts des contrats		(125)	(162)	(162)
Variation liée aux dettes fournisseurs		55	(74)	(77)
Variation liée aux autres créances et dettes		7	(262)	(245)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		(63)	(498)	(484)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)		1 330	164	110
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(241)	(120)	(112)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		15	7	3
Décaissements nets liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(226)	(113)	(109)
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		(238)	(121)	(409)
Décaissements nets liés aux actifs de gestion de trésorerie		(16)	(54)	(56)
Autres décaissements nets		(54)	(45)	(8)
Décaissements nets liés aux autres opérations d'investissement		(308)	(220)	(473)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(534)	(333)	(582)
Augmentations de capital		320	-	-
Dividendes versés		(262)	(262)	(284)
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions Capgemini SE		(531)	(70)	(200)
Augmentation des dettes financières		7	92	790
Remboursements des dettes financières		(97)	(80)	(56)
Intérêts financiers versés		(86)	(17)	(12)
Intérêts financiers reçus		62	30	22
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		(587)	(307)	260
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)		209	(476)	(212)
Incidence des variations des cours des devises (H)		(91)	(79)	(26)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)	13	1 870	1 870	1 988
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G + H + I)	13	1 988	1 315	1 750

(1) Les données du premier semestre 2017 et de l'année 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et d'apport propres	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres retraités ⁽²⁾
						Ecart de conversion	Autres			
Au 31 décembre 2017	168 483 742	1 348	3 169	(61)	3 767	(364)	(903)	6 956	4	6 960
Impact première application d'IFRS 9 ⁽¹⁾	-	-	-	-	(6)	-	6	-	-	-
Au 1^{er} janvier 2018 y compris l'impact IFRS 9	168 483 742	1 348	3 169	(61)	3 761	(364)	(897)	6 956	4	6 960
Dividendes versés au titre de l'exercice 2017	-	-	-	-	(284)	-	-	(284)	-	(284)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	333 291	3	(3)	-	40	-	-	40	-	40
Elimination des actions propres	-	-	-	(200)	-	-	-	(200)	-	(200)
Transactions avec les actionnaires	333 291	3	(3)	(200)	(244)	-	-	(444)	-	(444)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	78	88	166	-	166
Résultat net	-	-	-	-	314	-	-	314	(1)	313
Au 30 juin 2018	168 817 033	1 351	3 166	(261)	3 831	(286)	(809)	6 992	3	6 995

(1) Les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 ont été retraités de l'application rétrospective de la norme IFRS 9, Instruments financiers, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

en millions d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et d'apport propres	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres retraités ⁽²⁾
						Ecart de conversion	Autres			
Au 1^{er} janvier 2017	171 564 265	1 373	3 453	(247)	3 228	417	(952)	7 272	13	7 285
Dividendes versés au titre de l'exercice 2016	-	-	-	-	(262)	-	-	(262)	-	(262)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	-	-	-	91	(55)	-	-	36	-	36
Elimination des actions propres	-	-	-	(72)	-	-	-	(72)	-	(72)
Réduction de capital par annulation d'actions propres	(2 414 685)	(20)	(176)	196	-	-	-	-	-	-
Transactions avec les actionnaires minoritaires	-	-	-	-	(2)	-	-	(2)	2	-
Transactions avec les actionnaires	(2 414 685)	(20)	(176)	215	(319)	-	-	(300)	2	(298)
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	(467)	(35)	(502)	-	(502)
Résultat net	-	-	-	-	375	-	-	375	(5)	370
Au 30 juin 2017	169 149 580	1 353	3 277	(32)	3 284	(50)	(987)	6 845	10	6 855

(2) Les données au 1^{er} janvier 2017, 30 juin 2017 et au 31 décembre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2018

NOTE 1 BASE DE PRÉPARATION DES COMPTES

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018, ainsi que les notes afférentes, ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 26 juillet 2018.

A) Référentiel IFRS

Les comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2018 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle que publiée par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptée dans l'Union Européenne (UE).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par Syntec Numérique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application de certaines normes IFRS.

Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2018 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés 2017.

B) Nouvelles normes et interprétations applicables en 2018

a) Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018

Les principes comptables appliqués par le groupe Capgemini sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017 à l'exception des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018 ayant un impact pour le Groupe et qui sont détaillés ci-après.

b) Note de transition sur l'application de la norme IFRS15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »

La norme IFRS 15, relative à la reconnaissance du chiffre d'affaires, a été adoptée par le Groupe au 1^{er} janvier 2018, en adoptant la méthode rétrospective complète, avec retraitement de l'exercice comparatif 2017, et comptabilisation de l'impact cumulé dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2017.

Lors de l'adoption de la méthode rétrospective complète, le Groupe a appliqué les mesures de simplification (« *practical expedients* ») autorisées par la norme IFRS 15 §C5 (a) et (b). Ainsi, les contrats achevés :

- qui se sont terminés avant le 1^{er} janvier 2017
- et/ou qui prévoyaient une rémunération variable

n'ont fait l'objet d'aucun retraitement relatif à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Les méthodes comptables du Groupe relative à la reconnaissance du chiffre d'affaires sont détaillées en note 2.

Dans le cadre de ses activités, le Groupe peut être amené à revendre des matériels, logiciels et prestations de services achetés à des fournisseurs tiers. La norme IFRS 15 modifie les principes et indicateurs applicables pour déterminer si le Groupe doit présenter ces transactions au compte de résultat en tant que « principal », sur une base brute (avec comptabilisation des achats en charges d'exploitation), ou en tant qu'« agent », sur une base nette (le revenu étant alors présenté pour le montant facturé au client net des montants facturés par le fournisseur). Selon la norme IFRS 15, le Groupe considère qu'il est « principal » lorsqu'il obtient le contrôle des matériels, logiciels et prestations de services avant de les transférer au client. Sur la base des analyses contractuelles effectuées lors de l'implémentation de la norme IFRS 15, certaines transactions doivent être présentées sur une base nette, entraînant ainsi une réduction du chiffre d'affaires consolidé, de 267 millions d'euros sur l'exercice 2017 et de 132 millions d'euros au 30 juin 2017.

A l'exception de la distinction « agent » et « principal » et un niveau plus détaillé d'informations à publier dans les états financiers, l'application de la norme IFRS 15 n'a pas d'incidence significative sur l'état de la situation financière consolidée et le compte de résultat du Groupe.

Le montant des ajustements comptabilisés au titre de l'application rétrospective de la norme IFRS 15 pour chaque période présentée est illustré ci-après.



b.1) au compte de résultat

en millions d'euros	2017 publié		Ajustements IFRS 15		2017 retraité	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	12 792	100	(267)	-	12 525	100
Marge opérationnelle *	1 493	11,7	-	0,2	1 493	11,9
Résultat d'exploitation	1 183	9,2	-	0,2	1 183	9,4
Résultat financier	(72)	(0,5)	-	-	(72)	(0,5)
Produit /(Charge) d'impôt	(303)	(2,4)	-	-	(303)	(2,4)
RESULTAT NET	808	6,3	-	0,2	808	6,5
<i>dont :</i>						
Part du Groupe	820	6,4	-	0,2	820	6,6
Intérêts minoritaires	(12)	(0,1)	-	-	(12)	(0,1)

RÉSULTAT PAR ACTION

Nombre moyen d'actions de la période	168 057 561	-	168 057 561
Résultat de base par action (en euros)	4,88	-	4,88
Nombre moyen d'actions dilué	172 082 122	-	172 082 122
Résultat dilué par action (en euros)	4,76	-	4,76

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

en millions d'euros	1er semestre 2017 publié		Ajustements IFRS 15		1er semestre 2017 retraité	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	6 412	100	(132)	-	6 280	100
Marge opérationnelle *	672	10,5	-	0,2	672	10,7
Résultat d'exploitation	538	8,4	-	0,2	538	8,6
Résultat financier	(28)	(0,4)	-	(0,1)	(28)	(0,5)
Produit /(Charge) d'impôt	(140)	(2,2)	-	-	(140)	(2,2)
RESULTAT NET	370	5,8	-	0,1	370	5,9
<i>dont :</i>						
Part du Groupe	375	5,9	-	0,1	375	6,0
Intérêts minoritaires	(5)	(0,1)	-	-	(5)	(0,1)

RÉSULTAT PAR ACTION

Nombre moyen d'actions de la période	168 548 476	-	168 548 476
Résultat de base par action (en euros)	2,23	-	2,23
Nombre moyen d'actions dilué	172 942 376	-	172 942 376
Résultat dilué par action (en euros)	2,17	-	2,17

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

b.2) à l'état de la situation financière consolidée

Le Groupe a également modifié la présentation de certains montants dans la situation financière consolidée afin de refléter la terminologie d'IFRS 15 :

- Les coûts des contrats étaient auparavant présentés dans les clients et comptes rattachés (99 millions d'euros au 31 décembre 2017 et 93 millions d'euros au 30 juin 2017) ;
- Les actifs sur contrats étaient auparavant présentés dans les clients et comptes rattachés (1 124 millions d'euros au 31 décembre 2017 publié et 1 422 millions d'euros au 30 juin 2017 publié) ;
- Les passifs relatifs aux contrats et acomptes clients étaient bien isolés dans la situation financière consolidée dans un poste libellé « Acomptes clients et produits constatés d'avance ». Seule la dénomination du poste est changée en « Passifs sur contrats » en application de la norme IFRS 15.

Enfin, la norme IFRS 15 imposant une présentation des actifs et passifs nette par contrat, et non plus par projet comme effectué auparavant, le Groupe a donc procédé au retraitement des périodes comparatives publiées telles que présentées ci-après :

- Au 1^{er} janvier 2017 :



<i>en millions d'euros</i>	1er janvier 2017 publié	Présentation distincte des coûts des contrats, actifs / passifs sur contrats et créances clients	Présentation des actifs et passifs nette par contrats	Total retraitements IFRS 15	1er janvier 2017 retraité
Total actif non courant	10 590	-	-	-	10 590
Coûts des contrats	-	93	-	93	93
Actifs sur contrats	-	1 012	(51)	961	961
Créances clients	-	1 969	-	1 969	1 969
Clients et comptes rattachés	3 074	(3 074)	-	(3 074)	-
Total actif courant	5 869	-	(51)	(51)	5 818
TOTAL ACTIF	16 459	-	(51)	(51)	16 408

<i>en millions d'euros</i>	1er janvier 2017 publié	Présentation distincte des coûts des contrats, actifs / passifs sur contrats et créances clients	Présentation des actifs et passifs nette par contrats	Total retraitements IFRS 15	1er janvier 2017 retraité
Capitaux propres	7 285	-	-	-	7 285
Total passif non courant	5 206	-	-	-	5 206
Passifs sur contrats	737	-	(51)	(51)	686
Total passif courant	3 968	-	(51)	(51)	3 917
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	16 459	-	(51)	(51)	16 408

- Au 30 juin 2017 :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 publié	Présentation distincte des coûts des contrats, actifs / passifs sur contrats et créances clients	Présentation des actifs et passifs nette par contrats	Total retraitements IFRS 15	30 juin 2017 retraité
Total actif non courant	10 200	-	-	-	10 200
Coûts des contrats	-	93	-	93	93
Actifs sur contrats	-	1 422	(70)	1 352	1 352
Créances clients	-	1 647	-	1 647	1 647
Clients et comptes rattachés	3 162	(3 162)	-	(3 162)	-
Total actif courant	5 463	-	(70)	(70)	5 393
TOTAL ACTIF	15 663	-	(70)	(70)	15 593

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 publié	Présentation distincte des coûts des contrats, actifs / passifs sur contrats et créances clients	Présentation des actifs et passifs nette par contrats	Total retraitements IFRS 15	30 juin 2017 retraité
Capitaux propres	6 855	-	-	-	6 855
Total passif non courant	5 175	-	-	-	5 175
Passifs sur contrats	728	-	(70)	(70)	658
Total passif courant	3 633	-	(70)	(70)	3 563
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	15 663	-	(70)	(70)	15 593

- Au 31 décembre 2017 :



<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2017 publié	Présentation distincte des coûts des contrats, actifs / passifs sur contrats et créances clients	Présentation des actifs et passifs nette par contrats	Total retraitements IFRS 15	31 décembre 2017 retraité
Total actif non courant	9 854	-	-	-	9 854
Coûts des contrats	-	99	-	99	99
Actifs sur contrats	-	1 124	(95)	1 029	1 029
Créances clients	-	2 042	-	2 042	2 042
Clients et comptes rattachés	3 265	(3 265)	-	(3 265)	-
Total actif courant	6 185	-	(95)	(95)	6 090
TOTAL ACTIF	16 039	-	(95)	(95)	15 944

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2017 publié	Présentation distincte des coûts des contrats, actifs / passifs sur contrats et créances clients	Présentation des actifs et passifs nette par contrats	Total retraitements IFRS 15	31 décembre 2017 retraité
Capitaux propres	6 960	-	-	-	6 960
Total passif non courant	4 487	-	-	-	4 487
Passifs sur contrats	890	-	(95)	(95)	795
Total passif courant	4 592	-	(95)	(95)	4 497
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	16 039	-	(95)	(95)	15 944

b.3) au tableau de flux de trésorerie et à l'état du résultat global consolidé

L'application de la norme IFRS 15 est sans impact sur le tableau de flux de trésorerie et sur l'état du résultat global consolidé.

c) Norme IFRS 9 « Instruments financiers »

Le Groupe a adopté la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018, sans retraiter l'exercice comparatif 2017. L'application de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence significative dans les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 a modifié la norme IAS 39 principalement sur trois volets :

- Volet 1 : classement et évaluation des instruments financiers ;
- Volet 2 : dépréciation des actifs financiers ; et
- Volet 3 : comptabilité de couverture hors macro-couverture.

L'application rétrospective du volet 1 « classement et évaluation des instruments financiers » n'a pas eu d'impact significatif sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers détenus au 1^{er} janvier 2018.

La mise en œuvre du nouveau volet « dépréciation des actifs financiers » qui remplace le modèle des « pertes encourues » d'IAS 39 par celui des « pertes de crédit attendues » n'a pas d'impact significatif pour le Groupe au 1^{er} janvier 2018 et sur le premier semestre 2018.

L'application du volet « comptabilité de couverture » a conduit le Groupe à retraiter de manière rétrospective la valeur temps des options de change et à ce titre, à comptabiliser au 1^{er} janvier 2018, dans une composante distincte du résultat global les variations de la valeur temps des options de change identifiées dans les relations de couverture qualifiées de couverture de flux de trésorerie pour un montant positif de 6 millions d'euros net d'impôt. Hormis le traitement de la valeur temps des options, l'application prospective du volet 3 est sans impact sur les méthodes comptables du Groupe en ce qui concerne la comptabilisation des opérations de couverture et des instruments financiers dérivés gérés par le Groupe.

d) Autres nouvelles normes non encore applicables au 1^{er} janvier 2018 ou non appliquées par anticipation

Durant l'exercice 2017, le Groupe a initié un projet de recensement et d'analyse des contrats concernés par l'application de la norme IFRS 16 « contrats de location ». Le Groupe poursuit l'analyse des incidences de ce texte sur ses comptes consolidés. Cette norme entrera en application au 1^{er} janvier 2019.



C) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments du compte de résultat ou des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps, d'interprétations de réglementations locales le cas échéant. A ce titre, ces estimations comportent certains aléas et concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait dans le cadre de la méthode à l'avancement, les provisions, la reconnaissance d'impôts différés actifs, l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs incorporels, les provisions pour retraites et engagements assimilés, la juste valeur des instruments dérivés et le calcul de la charge d'impôt, notamment dans le cadre de la réforme fiscale américaine.



NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES IFRS 15 « PRODUIT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DES CONTRATS AVEC LES CLIENTS »

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

Contrats basés sur des livrables

Les contrats basés sur des livrables incluent généralement des prestations au forfait, tels que l'intégration de systèmes ou la conception et le développement de systèmes informatiques personnalisés et des processus associés. La durée du contrat est généralement comprise entre 6 mois et 2 ans. Les prix contractuels peuvent être sujets à des bonus ou pénalités, en fonction de l'atteinte des objectifs de performance spécifiés ou des niveaux d'avantages délivrés au client.

Pour les contrats basés sur des livrables, le chiffre d'affaires est généralement comptabilisé à l'avancement, car au moins l'une des conditions suivantes est respectée : (i) la prestation du Groupe améliore un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation ou (ii) le Groupe construit un actif n'ayant pas d'usage alternatif (par ex. il est spécifique au client) et le Groupe a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée à date en cas de résiliation par le client. Le Groupe applique la méthode des coûts engagés pour évaluer l'avancement. Le pourcentage d'avancement est basé sur les coûts encourus à la date considérée par rapport à l'estimation totale des coûts à terminaison du contrat. L'estimation des coûts totaux du contrat est revue lorsque de nouveaux éléments ont été constatés. Les changements d'estimation du pourcentage d'avancement correspondant sont comptabilisés dans le compte de résultat comme des ajustements du chiffre d'affaires dans la période au cours de laquelle les éléments donnant lieu à la révision d'estimation sont connus.

Les coûts liés aux contrats basés sur des livrables sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Le Groupe acquiert contractuellement le droit de facturer à l'atteinte de jalons spécifiés ou à l'acceptation par le client des travaux réalisés. La différence entre la facturation cumulée et le chiffre d'affaires cumulé comptabilisé se reflète dans l'état consolidé de la situation financière au poste des Actifs sur contrats (chiffre d'affaires supérieur à la facturation) ou des Passifs sur contrats (facturation supérieure au chiffre d'affaires).

Contrats basés sur des ressources

Le chiffre d'affaires réalisé sur des contrats basés sur des ressources est comptabilisé au fur et à mesure que le Groupe acquiert le droit de facturer le client puisque le montant facturé correspond directement à la valeur pour le client de la prestation effectuée à la date considérée. Chaque obligation de prestation est reconnue en revenu à l'avancement car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services. Le prix des services est basé sur le nombre d'heures passées sur le contrat. Le montant à facturer est représentatif de la valeur des services fournis au client et, par conséquent, en appliquant la mesure de simplification du droit à facturer, le chiffre d'affaires est comptabilisé progressivement en fonction des heures passées.

Les coûts liés aux contrats basés sur des ressources sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des services

Les contrats basés sur des services incluent les activités de gestion d'infrastructures, de gestion des applications et de services aux entreprises. La durée du contrat est généralement comprise entre 3 et 5 ans. Les honoraires sont facturables mensuellement, sur la base d'un prix forfaitaire par unité d'œuvre consommée, ou selon des forfaits mensuels ajustables au titre de variations de volumes ou de périmètre. Le contrat prévoit généralement des pénalités liées au niveau de service délivré.

En règle générale, les services récurrents correspondent à une seule et même obligation de prestation, composée de séries d'unités quotidiennes distinctes de services fournis progressivement. Les modifications de contrat sont comptabilisées sur une base prospective. Le chiffre d'affaires des contrats basés sur des services est comptabilisé au fur et à mesure que le groupe acquiert le droit de facturer, exception faite de cas particuliers pour lesquels les modalités de facturation ne reflètent pas la valeur pour le client des services fournis à date par rapport à la valeur des services restants à fournir (par ex. en cas de facturations ou remises significatives effectuées d'avance ou bien différées). Les pénalités ou primes liées au niveau de service sont, le cas échéant, reconnues entièrement dans la période au cours de laquelle les objectifs de performance sont atteints ou manqués, selon le cas.

Les montants reçus initialement des clients sont, le cas échéant, différés et étalés sur la période des services, et ce même s'ils ne sont pas remboursables. Les montants initiaux payables aux clients, s'ils excèdent la juste valeur des actifs transférés par le client, sont capitalisés (présentés en Actifs sur contrats) et amortis sur la période contractuelle en déduction du chiffre d'affaires.

Activités de revente

Dans le cadre de ses activités opérationnelles, le Groupe peut revendre des équipements, licences, prestations de maintenance et autres services achetés auprès de fournisseurs tiers. Lorsque l'actif ou le service est distinct des autres services fournis par le Groupe, il convient d'évaluer si le Groupe agit comme un mandataire ou pour son propre compte dans le cadre de l'opération



d'achat et de revente. Le Groupe agit pour son propre compte lorsqu'il obtient le contrôle du matériel, des logiciels ou des services avant leur transfert au client. Dans ce cas, la transaction est présentée sur une base brute dans le compte de résultat (les montants facturés par les fournisseurs sont comptabilisés en charges d'exploitation). Si le Groupe agit comme mandataire, la transaction est comptabilisée sur une base nette (les montants facturés par les fournisseurs sont comptabilisés comme une réduction du chiffre d'affaires). Par exemple, les transactions sont comptabilisées sur une base nette lorsque le Groupe n'a pas la responsabilité première de l'exécution du contrat et qu'il ne supporte pas les risques relatifs aux stocks et à l'acceptation par le client.

Contrats à éléments multiples

Ces contrats, complexes et conclus sur le long terme, prévoient plusieurs phases parmi lesquelles la conception, la transition, la transformation, la construction et l'exploitation.

Dans le cadre de certains contrats de services récurrents, le Groupe peut devoir effectuer des activités initiales de transition ou de transformation. Les activités de mise en place initiale, principalement les phases de transition, qui sont nécessaires pour être en mesure de fournir les services d'exploitation, ne sont pas considérées comme une obligation de prestation. Les montants reçus au titre de ces activités initiales sont différés et reconnus en chiffre d'affaires sur la période contractuelle des services. Les autres activités réalisées durant l'étape initiale, à savoir la conception, la transformation et la construction, sont traitées comme une obligation de prestation séparée si elles transfèrent au client le contrôle d'un actif ou si le client peut tirer avantage de ces activités initiales indépendamment des services d'exploitation. Le chiffre d'affaires correspondant est alors généralement comptabilisé à l'avancement.

Lorsque plusieurs obligations de prestation séparées sont identifiées au sein d'un seul et même contrat, les prix de vente spécifiques de ces obligations sont réputés être les prix de vente contractuels.

Contreparties variables

Les estimations concernant les bonus, les pénalités et toute autre rémunération variable sont incluses dans le prix de transaction, mais dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude ne se traduira pas par un ajustement significatif à la baisse du montant cumulé du chiffre d'affaires préalablement comptabilisé. Pour procéder à cette estimation, le Groupe tient compte des faits et circonstances spécifiques au contrat et de son expérience dans le cadre de contrats similaires. Les révisions d'estimations de contreparties variables sont comptabilisées comme des ajustements cumulatifs du chiffre d'affaires.

Coûts d'obtention et d'exécution des contrats

Les frais de commissions encourus pour obtenir des contrats de services pluriannuels sont capitalisés et amortis sur la période contractuelle. Les commissions ne sont pas capitalisées si la période d'amortissement est d'une année au plus.

Les frais encourus préalablement à la signature d'un contrat exécutoire sont capitalisés uniquement s'ils sont directement attribuables à la phase de conception ou de mise en place d'un contrat spécifiquement identifié, si la signature du contrat est probable et si les coûts pourront être recouverts dans le cadre du contrat.

Les coûts encourus pour l'exécution d'un contrat sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus, exception faite de certains coûts initiaux de mise en place, tels que les frais de transition et ceux de transformation, lorsque ces derniers ne représentent pas une obligation de prestation séparée, qui sont capitalisés s'ils créent une ressource que le Groupe utilisera pour fournir les services promis.

Les remboursements reçus des clients sont comptabilisés en chiffre d'affaires lorsque les coûts sont encourus.

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée si les coûts inévitables de l'exécution du contrat sont supérieurs aux avantages y afférents.

Présentation à l'état consolidé de la situation financière

Les actifs sur contrats conclus avec des clients sont présentés séparément des créances clients. Les actifs sur contrats conclus avec des clients correspondent au chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel les droits correspondants de percevoir une contrepartie sont subordonnés à une condition autre que l'écoulement du temps, notamment la performance future du Groupe, l'atteinte de jalons de facturation ou l'acceptation par le client. Lorsque les actifs sur contrats conclus avec des clients ne dépendent plus que de l'écoulement du temps, ils deviennent des créances clients. La majorité des actifs sur contrats concerne des contrats basés sur des livrables (Cf. ci-avant).

Les passifs sur contrats représentent le montant des contreparties reçues ou enregistrées en créance et pour lesquelles le chiffre d'affaires n'a pas encore été reconnu. Les actifs et passifs sur contrats sont présentés sur une base nette pour chaque contrat individuel.



Composantes de financement

Si le délai attendu entre la comptabilisation du chiffre d'affaires et les paiements des clients est supérieur à 12 mois, le Groupe détermine si un avantage de financement a été accordé au client ou reçu de celui-ci, et, si l'impact est significatif, le comptabilise séparément du chiffre d'affaires.

NOTE 3 EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Au cours du premier semestre 2018, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes :

- la société LiquidHub en mars 2018. Cette société américaine est experte dans l'engagement client digital et sa spécialité est la création d'expériences clients innovantes. Cette acquisition renforce l'activité de conseil en transformation digitale de Capgemini en Amérique du Nord et accélère la transition de son portefeuille dans la région.
- la société Adaptative Lab en juin 2018, studio de design digital au Royaume Uni. Cette acquisition permet à Capgemini de répondre à la demande croissante des clients du Groupe pour des services digitaux de bout en bout, notamment au Royaume-Uni.

Les travaux de valorisation des actifs et passifs ainsi que l'évaluation et la détermination du goodwill, tels que requis par la norme IFRS 3, sont en cours et seront finalisés dans les 12 mois suivant la date d'acquisition. La contribution aux indicateurs financiers du Groupe de ces acquisitions sur le premier semestre 2018 n'est pas significative.



NOTE 4 INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe sont définis ci-dessous :

- ▶ La **croissance organique** du chiffre d'affaires est la croissance calculée à taux de change et périmètre constants. Le périmètre et les taux de changes utilisés sont ceux de la période publiée ;
- ▶ La **croissance à taux de change constants** du chiffre d'affaires est calculée en utilisant les taux de change de la période publiée ;
- ▶ La **marge opérationnelle** est obtenue en déduisant du chiffre d'affaires les charges opérationnelles. Elle est calculée avant les « Autres produits et charges opérationnels » qui comprennent les amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises, la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions attribuées au personnel (y compris les charges sociales et contributions patronales) ainsi que les charges ou produits non récurrents, notamment les dépréciations des écarts d'acquisition, les écarts d'acquisition négatifs, les plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le Groupe y compris les compléments de prix incluant des conditions de présence ainsi que les effets des réductions, des liquidations et des transferts des régimes de retraites à prestations définies ;
- ▶ Le **résultat normalisé par action** correspond au résultat net normalisé (part du Groupe) rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues. Le résultat net normalisé correspond au résultat net (part du Groupe) corrigé des impacts des éléments reconnus en « Autres produits et charges opérationnels » (cf. note 8 – Autres produits et charges opérationnels), nets d'impôt, calculés sur la base du taux effectif d'impôt :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
	retraité	
Résultat net, part du Groupe	375	314
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôt, calculés au taux effectif d'impôt ⁽¹⁾	97	128
Résultat net normalisé part du Groupe	472	442
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	168 548 476	167 323 709
RESULTAT NORMALISE PAR ACTION (en euros)	2,81	2,64

(1) Cf. note 10 – Charge d'impôt.

Le Groupe a reconnu sur le 1^{er} semestre 2018 une charge d'impôt de 18 millions d'euros liée à l'effet transitoire de la réforme fiscale aux Etats-Unis qui a réduit le résultat normalisé par action de 0,11 euro. Hors comptabilisation de cette charge d'impôt, le résultat normalisé par action aurait été de 2,75 euros pour le 1^{er} semestre 2018 :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018
	retraité	
RESULTAT NORMALISE PAR ACTION (en euros)	2,81	2,64
Charge transitoire d'impôt	-	18
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	168 548 476	167 323 709
Impact de la charge transitoire d'impôt	-	0,11
RESULTAT NORMALISE PAR ACTION - hors charge transitoire d'impôt (en euros)	2,81	2,75

- ▶ L'**endettement net** (ou trésorerie nette) comprend (i) la trésorerie qui figure dans le tableau des flux de trésorerie et qui est composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (placements à court terme et banques) diminués des découverts bancaires, (ii) les actifs de gestion de trésorerie (actifs présentés séparément dans l'état de la situation financière du fait de leurs caractéristiques), diminués (iii) des dettes financières à court et long terme et tient également compte (iv) de l'impact des instruments de couverture lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières et à des actions propres ;



- Le **free cash flow organique**, calculé à partir des éléments du tableau de flux de trésorerie, se définit comme le flux de trésorerie lié à l'activité diminué des investissements (nets de cessions) en immobilisations incorporelles et corporelles et ajusté des flux liés aux intérêts financiers nets.

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2017 retraité	1 ^{er} semestre 2018
Flux de trésorerie liés à l'activité	164	110
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(120)	(112)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7	3
Investissements (nets de cessions) en immobilisations corporelles et incorporelles	(113)	(109)
Intérêts financiers versés	(17)	(12)
Intérêts financiers reçus	30	22
Intérêts financiers nets	13	10
FREE CASH FLOW ORGANIQUE	64	11



NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe communique son information sectorielle autour de 5 zones géographiques : Amérique du Nord, France, Royaume-Uni et Irlande, reste de l'Europe, Asie-Pacifique et Amérique Latine.

L'information sectorielle est complétée par des informations relatives au chiffre d'affaires et à la marge opérationnelle des 4 métiers du Groupe.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1 ^{er} semestre 2018 (en millions d'euros)	Amérique du Nord	France	Royaume- Uni et Irlande	Reste de l'Europe	Asie- Pacifique et Amérique latine	Frais de Siège	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires								
▶ hors Groupe	2 029	1 401	781	1 797	459	-	-	6 467
▶ inter-zones géographiques	55	109	86	149	752	-	(1 151)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	2 084	1 510	867	1 946	1 211	-	(1 151)	6 467
MARGE OPERATIONNELLE *	268	118	95	215	54	(43)	-	707
% du chiffre d'affaires	13,2	8,4	12,2	12,0	11,7	-	-	10,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	196	64	74	193	37	(43)	-	521

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽¹⁾ (en millions d'euros)	Amérique du Nord	France	Royaume- Uni et Irlande	Reste de l'Europe	Asie- Pacifique et Amérique latine	Frais de siège	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires								
▶ hors Groupe	1 930	1 321	845	1 687	497	-	-	6 280
▶ inter-zones géographiques	54	95	86	134	725	-	(1 094)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 984	1 416	931	1 821	1 222	-	(1 094)	6 280
MARGE OPERATIONNELLE *	259	95	135	190	31	(38)	-	672
% du chiffre d'affaires	13,4	7,2	16,0	11,3	6,2	-	-	10,7
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	205	74	118	161	18	(38)	-	538

(1) Les données du premier semestre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

2017 retraité ⁽¹⁾ (en millions d'euros)	Amérique du Nord	France	Royaume- Uni et Irlande	Reste de l'Europe	Asie- Pacifique et Amérique latine	Frais de siège	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires								
▶ hors Groupe	3 872	2 676	1 580	3 415	982	-	-	12 525
▶ inter-zones géographiques	114	197	182	274	1 463	-	(2 230)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	3 986	2 873	1 762	3 689	2 445	-	(2 230)	12 525
MARGE OPERATIONNELLE *	529	267	254	418	99	(74)	-	1 493
% du chiffre d'affaires	13,7	10,0	16,1	12,2	10,1	-	-	11,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	412	211	215	353	66	(74)	-	1 183

(1) Les données de l'année 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.



ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MÉTIER

en millions d'euros	2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2018	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	583	5	294	5	378	6
Services de technologie et d'ingénierie	1 905	15	960	15	980	15
Services applicatifs	7 828	62	3 897	62	4 094	63
Autres services d'infogérance	2 209	18	1 129	18	1 015	16
CHIFFRE D'AFFAIRES	12 525	100	6 280	100	6 467	100

(1) Les données de l'année 2017 et du premier semestre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

ANALYSE DE LA MARGE OPERATIONNELLE* PAR METIER

en millions d'euros	2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2017 ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2018	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	66	11,3	31	10,6	46	12,1
Services de technologie et d'ingénierie	262	13,8	119	12,4	115	11,8
Services applicatifs	1 024	13,1	468	12,0	519	12,7
Autres services d'infogérance	215	9,7	92	8,1	70	6,9
Frais de Siège	(74)	-	(38)	-	(43)	-
MARGE OPERATIONNELLE*	1 493	11,9	672	10,7	707	10,9

(1) Les données de l'année 2017 et du premier semestre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

* La marge opérationnelle, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe, est définie en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

NOTE 6 CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution du chiffre d'affaires du premier semestre 2018 par rapport à celui du premier semestre 2017 est de 3,0% à taux de change et périmètre courants. Le chiffre d'affaires croît de 8,0% à taux de change constants* par rapport au premier semestre 2017 et affiche une croissance organique* de 6,4%.

* La croissance organique et la croissance à taux de change constants, indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe, sont définies en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

NOTE 7 CHARGES OPERATIONNELLES PAR NATURE

en millions d'euros	2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2017 retraité ⁽¹⁾		1 ^{er} semestre 2018	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	8 002	63,9%	4 132	65,8%	4 150	64,2%
Frais de déplacements	516	4,1%	260	4,1%	253	3,9%
	8 518	68,0%	4 392	69,9%	4 403	68,1%
Achats et frais de sous-traitance	1 838	14,7%	895	14,3%	1 012	15,7%
Loyers et taxes locales	357	2,9%	175	2,8%	181	2,8%
Autres dotations aux amortissements, provisions et résultat de cessions d'immobilisations	319	2,5%	146	2,3%	164	2,5%
CHARGES OPERATIONNELLES	11 032	88,1%	5 608	89,3%	5 760	89,1%

(1) Les données de l'année 2017 et du premier semestre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.



NOTE 8 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

<i>en millions d'euros</i>	2017 retraité	1 ^{er} semestre 2017 retraité	1 ^{er} semestre 2018
Amortissements des actifs incorporels reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises	(65)	(33)	(31)
Charges liées aux attributions d'actions	(71)	(32)	(47)
Coûts de restructuration	(131)	(50)	(64)
Coûts d'intégration des sociétés acquises	(29)	(13)	(12)
Coûts liés aux acquisitions	(9)	(4)	(10)
Autres charges opérationnelles	(8)	(2)	(22)
Total charges opérationnelles	(313)	(134)	(186)
Autres produits opérationnels	3	-	-
Total produits opérationnels	3	-	-
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(310)	(134)	(186)

NOTE 9 RÉSULTAT FINANCIER

<i>en millions d'euros</i>	2017 retraité	1 ^{er} semestre 2017 retraité	1 ^{er} semestre 2018
Produits de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie	37	20	22
Charges d'intérêt nettes sur les dettes financières	(52)	(22)	(29)
Coût de l'endettement financier net au taux d'intérêt nominal	(15)	(2)	(7)
Effet du coût amorti sur les dettes financières	(3)	(2)	1
Coût de l'endettement financier net au taux d'intérêt effectif	(18)	(4)	(6)
Charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies	(34)	(18)	(13)
(Pertes) gains de change sur opérations financières	(51)	(58)	15
Gains (pertes) sur instruments dérivés	36	53	(32)
Autres	(5)	(1)	(3)
Autres charges et produits financiers	(54)	(24)	(33)
<i>dont produits financiers</i>	105	106	50
<i>dont charges financières</i>	(159)	(130)	(83)
RESULTAT FINANCIER	(72)	(28)	(39)

Les charges d'intérêt nettes sur les dettes financières pour 29 millions d'euros et l'effet positif du coût amorti sur les dettes financières pour 1 million d'euros, soit un total de 28 millions d'euros, s'analysent principalement comme suit :

- ▶ coupons des emprunts obligataires émis en 2015 pour 23 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 1 million d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti,
- ▶ coupon de l'emprunt obligataire émis en 2016 pour 1 million d'euros, l'effet lié à la comptabilisation au coût amorti étant négligeable,
- ▶ coupons des emprunts obligataires émis en 2018 pour 3 millions d'euros, desquels se déduisent 2 millions d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti, résultant notamment de l'impact positif exceptionnel de 4 millions d'euros lié à la comptabilisation de l'échange obligataire réalisé en avril 2018.

Les gains de change sur opérations financières, ainsi que les pertes sur instruments dérivés, sont principalement liés aux prêts et emprunts intragroupes libellés en devises étrangères ainsi qu'aux couvertures associées.



NOTE 10 CHARGE D'IMPÔT

Le taux effectif d'impôt du premier semestre 2018 ressort à 35,2% sur la base d'un résultat avant impôt positif de 482 millions d'euros contre 27,3% au 31 décembre 2017 et 27,4% au 30 juin 2017.

Le taux d'imposition retenu au 30 juin résulte d'une projection du taux effectif estimé pour l'exercice. L'évolution du taux effectif d'impôt au 30 juin 2018 s'explique d'une part par l'absence d'activation d'impôt différé actif aux Etats-Unis suite à la reconnaissance intégrale des déficits reportables américains au 31 décembre 2017 et d'autre part par l'impact des taxes « BEAT » (*Base Erosion and Anti-abuse Tax*) et « GILTI » (*Global Intangible Low-Taxed Income*) instaurées dans le cadre la réforme fiscale américaine issue du « *Tax Cuts and Jobs Act* » promulguée le 22 décembre 2017.

Le taux effectif d'impôt utilisé pour le calcul du résultat normalisé par action au 30 juin 2018 est de 31,4%, car il est ajusté de la charge d'impôt de 18 millions d'euros liée à l'impact transitoire de la réforme fiscale américaine.

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION

La hausse de 493 millions d'euros des écarts d'acquisition provient des acquisitions réalisées durant le premier semestre 2018, soit 367 millions d'euros (voir note 3 « Evolutions de périmètre ») et des différences de conversion relatives aux écarts d'acquisition libellés principalement en dollar américain, soit 126 millions d'euros.

NOTE 12 CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS AUX CONTRATS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 retraité ⁽¹⁾	31 décembre 2017 retraité ⁽¹⁾	30 juin 2018
Créances clients	1 670	2 066	1 831
Provisions pour créances douteuses	(23)	(24)	(19)
Actifs sur contrats	1 352	1 029	1 335
Créances clients et comptes rattachés aux contrats hors coûts des contrats	2 999	3 071	3 147
Coûts des contrats	93	99	94
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES AUX CONTRATS	3 092	3 170	3 241

(1) Les données au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

Le total des créances clients et actifs sur contrats nets des passifs sur contrats, en nombre de jours de chiffre d'affaires annuel, s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 retraité ⁽¹⁾	31 décembre 2017 retraité ⁽¹⁾	30 juin 2018
Créances clients et actifs sur contrats hors coûts des contrats	2 999	3 071	3 147
Passifs sur contrats	(658)	(795)	(644)
CREANCES CLIENTS ET ACTIFS SUR CONTRATS NETS DES PASSIFS SUR CONTRATS	2 341	2 276	2 503
En nombre de jours de chiffre d'affaires de la période	67	65	70

(1) Les données au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2017 ont été retraitées de l'application rétrospective de la norme IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients, cf. note 1 – Base de préparation des comptes.

Sur le premier semestre 2018, 100 millions d'euros de créances ont été cédées avec transfert du risque au sens d'IFRS 9 auprès d'établissements financiers (contre 82 millions d'euros au 30 juin 2017 et 99 millions d'euros au 31 décembre 2017) ; elles ont donc été décomptabilisées du bilan au 30 juin 2018.



NOTE 13 ENDETTEMENT NET/TRÉSORERIE NETTE

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 retraité	31 décembre 2017 retraité	30 juin 2018
Placements à court terme	984	1 497	1 053
Banques	335	491	698
Découverts bancaires	(4)	-	(1)
Trésorerie	1 315	1 988	1 750
Actifs de gestion de trésorerie	207	168	221
Emprunts obligataires	(3 238)	(2 739)	(3 229)
Dettes liées aux contrats de location-financement	(45)	(43)	(37)
Dettes bancaires ou assimilées et autres dettes financières	(1)	(1)	(1)
Dettes financières à long terme	(3 284)	(2 783)	(3 267)
Emprunts obligataires	(49)	(525)	(542)
Dettes liées aux contrats de location-financement	(45)	(44)	(40)
Dettes bancaires ou assimilées et autres dettes financières nettes	(94)	(20)	(288)
Dettes financières à court terme	(188)	(589)	(870)
Dettes financières	(3 472)	(3 372)	(4 137)
Instruments dérivés	21	7	(26)
ENDETTEMENT NET *	(1 929)	(1 209)	(2 192)

* L'endettement net/trésorerie nette, indicateur alternatif de performance suivi par le Groupe est défini en note 4 – Indicateurs alternatifs de performance.

Au cours du premier semestre 2018, la hausse de l'endettement net de 983 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2017 s'explique principalement par :

- ▶ le versement aux actionnaires d'un dividende de 284 millions d'euros,
- ▶ les décaissements liés aux acquisitions d'entreprises nettes de leur trésorerie, à hauteur de 409 millions d'euros,
- ▶ les décaissements nets liés aux opérations sur actions propres Capgemini SE à hauteur de 200 millions d'euros.

En avril 2018, Capgemini SE a émis deux emprunts obligataires pour, respectivement, un nominal de 500 millions d'euros, avec un taux d'intérêt facial de 1,75% à échéance avril 2028 (l'emprunt obligataire 2028), et un nominal de 600 millions d'euros, avec un taux d'intérêt facial de 1% à échéance octobre 2024 (l'emprunt obligataire 2024).

Dans le cadre d'un échange de dette obligataire, l'émission 2024 de 600 millions d'euros a fait l'objet d'un engagement de souscription intégrale par une banque. En contrepartie de cette nouvelle émission obligataire, cette banque a apporté 574,4 millions d'euros de nominal de l'emprunt obligataire de juillet 2020 qu'elle a préalablement racheté sur le marché par le biais d'une offre d'achat (« Tender Offer »).

Cette opération d'échange a été traitée comptablement comme une modification d'une dette financière avec une même contrepartie sans modification substantielle des caractéristiques de cette dette. En conséquence, à la date de l'échange, la valeur du coût amorti de la dette modifiée au bilan (l'emprunt obligataire 2024) représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs de cette dette calculée sur la base du taux d'intérêt effectif de la dette d'origine (l'emprunt obligataire 2020) après intégration des coûts liés à l'opération, soit 564 millions d'euros. La différence entre le coût amorti de la dette d'origine et le coût amorti de la dette modifiée est enregistrée en résultat (cf. Note 9 - Résultat financier).

Par ailleurs, le 2 juillet 2018, le Groupe a procédé au remboursement à maturité d'une obligation de 500 millions d'euros émise en 2015.

Enfin, les méthodes d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leurs classements sont identiques à ceux retenus lors du 31 décembre 2017.



NOTE 14 PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 retraité	31 décembre 2017 retraité	30 juin 2018
ENGAGEMENTS NETS EN DEBUT DE PERIODE	1 374	1 374	1 196
Charge reconnue au compte de résultat	60	103	54
Coûts des services rendus	42	69	37
Liquidations, réductions et transferts de régimes	-	-	4
Intérêts financiers	18	34	13
Impact en charges et produits comptabilisés en capitaux propres	15	(135)	(212)
Autres	(85)	(146)	(64)
Prestations et contributions	(50)	(105)	(54)
Ecart de conversion	(33)	(44)	(5)
Autres mouvements	(2)	3	(5)
ENGAGEMENTS NETS EN FIN DE PERIODE	1 364	1 196	974

L'impact en charges et produits comptabilisés en capitaux propres au 30 juin 2018 provient principalement de l'évolution de la courbe des taux d'actualisation au Royaume-Uni.

NOTE 15 AUTRES ACTIFS ET DETTES NON COURANTS ET COURANTS

Les postes « autres actifs non courants », « autres actifs courants », « autres passifs non courants » et « autres passifs courants » présentés dans l'état consolidé de la situation financière s'analysent comme suit :

AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017 retraité	31 décembre 2017 retraité	30 juin 2018
Instruments dérivés	237	174	67
Organismes sociaux et taxes	197	259	186
Charges constatées d'avance	258	212	272
Dépôts, créances et investissements à long terme	123	124	120
Créances d'impôts non courants	82	72	98
Autres	139	127	116
AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET COURANTS	1 036	968	859

AUTRES DETTES NON COURANTES ET COURANTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017 retraité	31 décembre 2017 retraité	30 juin 2018
Réserves spéciales de participation	27	34	34
Instruments dérivés	10	18	67
Dettes sur acquisitions de sociétés	183	201	179
Dettes d'impôts non courants	31	43	43
Autres	94	96	88
AUTRES DETTES NON COURANTES ET COURANTES	345	392	411



NOTE 16 EFFECTIFS

EFFECTIFS MOYENS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	1 ^{er} semestre 2017		2017		1 ^{er} semestre 2018	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	17 190	9	17 377	9	17 545	9
France	24 178	12	24 489	13	25 410	13
Royaume-Uni et Irlande	8 795	5	8 561	4	8 301	4
Reste de l'Europe	33 141	17	33 737	17	35 445	17
Asie-Pacifique et Amérique Latine	111 609	57	112 445	57	114 472	57
Non alloué	146	-	146	-	145	-
EFFECTIFS MOYENS	195 059	100	196 755	100	201 318	100

EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	30 juin 2017		31 décembre 2017		30 juin 2018	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	17 316	9	17 209	9	18 197	9
France	24 285	13	25 299	13	25 497	13
Royaume-Uni et Irlande	8 485	4	8 217	4	8 377	4
Reste de l'Europe	33 618	17	34 857	17	35 955	17
Asie-Pacifique et Amérique Latine	112 528	57	113 968	57	117 404	57
Non alloué	144	-	148	-	144	-
EFFECTIFS DE FIN DE PERIODE	196 376	100	199 698	100	205 574	100



NOTE 17 ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS DONNÉS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2017	30 juin 2018
Sur contrats clients	1 800	1 889	1 926
Sur locations non résiliables	766	807	767
Autres engagements donnés	24	30	16
ENGAGEMENTS DONNES	2 590	2 726	2 709

ENGAGEMENTS REÇUS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2017	30 juin 2018
Sur contrats clients	110	50	-
Autres engagements reçus	1	68	55
ENGAGEMENTS RECUS	111	118	55

PASSIFS EVENTUELS

Au cours du premier semestre 2018 et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de redressements fiscaux. Certaines propositions de rectifications ont été contestées et des procédures contentieuses ou précontentieuses sont encore en cours au 30 juin 2018. Pour l'essentiel, ces redressements n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes dans la mesure où Capgemini justifie sa position et estime disposer de chances sérieuses de succès au contentieux. C'est notamment le cas, en France, pour le crédit d'impôt recherche 2008 à 2013 dont la partie relative aux clients privés a, chez certaines sociétés agréées au titre du CIR, fait l'objet d'un rejet de la part de l'administration fiscale.

NOTE 18 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture.



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paul Hermelin

Président Directeur Général